

CAI EA 5
C18F
3 Mai 1978
DOCS

Hebdo

LATEST ISSUE
DERNIER
NUMÉRO

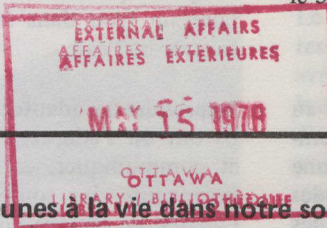
Canada



Ottawa, Canada

Volume 6, N° 18
(Hebdomadaire)

le 3 mai 1978



Formation des jeunes à la vie dans notre société	1
Pakistan — Expansion énergétique et ligne de crédit	3
Nomination de Canadiens à la Cour permanente d'arbitrage	3
Originalité et utilité ont caractérisé les "projets d'ingénieur" de jeunes étudiants	4
Le premier ambassadeur canadien en Afrique francophone, membre de l'Ordre du Canada	5
Accord intérimaire canado-américain sur la pêche	5
Hommage à Bethume	6
Politique d'emploi des handicapés ...	6
Semoir adapté au semis hâtif de printemps	6
La chronique des arts	7
Nouvelles brèves	8

Formation des jeunes à la vie dans notre société

A l'occasion d'un discours qu'il a prononcé le 14 avril devant les membres du Club Kiwanis d'Ottawa, le ministre de la Défense nationale, M. Barney Danson, a fait un tour d'horizon des premiers résultats d'un programme spécial d'emploi pour les jeunes, lequel a débuté l'an passé. En voici quelques passages:

Depuis plus de dix ans, nous, les adultes, nous faisons du souci à propos des jeunes; cette inquiétude est d'ailleurs partagée par tous les parents du monde. Le comportement de nos jeunes nous dérange. Leur refus de nos valeurs nous exaspère. Leur violence est inquiétante et leur contre-culture, affolante. L'usage qu'ils font des drogues a semé tragédie et désespoir dans nombre de foyers et leur insatisfaction nous chagrine.

Ce sont pourtant nos enfants. Nous les aimons et voulons leur bonheur. C'est la raison pour laquelle nous leur avons accordé, à la maison et à l'école, presque tous les droits qu'ils revendiquaient et, cependant, nous avons été peu exigeants. De toute l'histoire de l'humanité, aucune génération n'a été aussi bien informée et instruite et aucune n'a autant voyagé. Et pourtant, de toute l'histoire, aucune jeunesse ne s'est rebellée aussi ouvertement contre la société, ses valeurs, sa conception du travail, son autorité et ses adultes. Pour ce faire, les activistes ont recours à la violence tandis que ceux qui ne cherchent qu'à fuir se retirent pour vivre en marge de la société.

De toute évidence, nous ne sommes pas dans la bonne voie.

Au début des années 70, je me suis sérieusement penché sur ce problème. En ce temps-là, tout comme aujourd'hui, beaucoup de jeunes vivaient en marge de la société, sans emploi, sans direction et sans engagement. D'autres formaient le groupe des chômeurs diplômés. Un grand nombre de ces jeunes étaient trop instruits pour se contenter d'un emploi insignifiant n'offrant pas de possibilité d'avancement. Tous ces jeunes représentaient l'avenir du pays. Nous nous devons de les aider, de les convaincre de réinté-

grer la société et de canaliser leur énergie et leur enthousiasme de façon à les rendre utiles à la communauté. Nous ne pouvions nous permettre de les frustrer de leurs espoirs ou de les désavantager.

Un programme original

Lorsque je passai de l'arrière-banc à un poste plus en vue dans l'arène politique, je commençai à concevoir un programme totalement différent à l'intention des jeunes, soit un service national volontaire, à vocation non militaire. Les résultats d'une enquête effectuée au niveau local et à l'échelle du pays m'ont encouragé: environ 80 p.c. des personnes interrogées appuyaient un tel programme. M. Jacques Hébert, président de Jeunesse Canada Monde, organisme qui s'occupe de programmes d'échange, partageait mon opinion. Il y a un an, au mois de mars, le gouvernement fédéral octroyait \$10 millions pour tenter le programme...

Notre campagne publicitaire fut trop brève pour que nous obtenions les résultats escomptés; cependant, plus de 3 000 jeunes hommes et femmes, âgés de 17 à 22 ans, ont posé leur candidature. Nous en avons éliminé un bon nombre à la suite d'entrevues et de tests psychologiques où nous essayions de déceler leur stabilité émotionnelle et leur motivation. La dernière sélection, faite par ordinateur, était basée sur des facteurs tels que la distribution géographique, la langue, le revenu de la famille et le sexe. Nous avons ainsi obtenu une bonne représentation du Canada. Pendant ce temps, nous communiquions avec les ministères fédéraux, les autorités provinciales et municipales, ainsi qu'avec les organismes de bénévoles. De ce creuset de projets, nous en avons choisi 30 visant 46 localités, de Terra-Nova à

Il y aura 12 ans demain, l'on annonçait la nomination de Mlle Jean Sutherland Boggs au poste de directeur de la Galerie nationale du Canada; elle fut la première femme à occuper ce poste. Dix ans plus tard, une autre femme lui succédait, Mme Hsio-Yen Shih, du Royal Ontario Museum.

Terre-Neuve jusqu'à 100 Mile House en Colombie-Britannique. Quelque 30 bénévoles, relevant de trois chefs de groupe rémunérés et d'un coordonnateur de projet, furent envoyés à chaque endroit.

Problèmes de mise en oeuvre

Les projets de travaux étaient vitaux au succès du programme-pilote. Évidemment, comme il arrive toujours pour une nouvelle entreprise, nous avons eu des problèmes liés à la mise en oeuvre des projets. Par exemple, on a demandé à un groupe de Terre-Neuve de dérocher un ruisseau pour canots. Les jeunes travaillaient mains nues dans l'eau glacée toute la journée, sans trop savoir comment s'y prendre, car personne au sein du Conseil municipal ne leur avait montré comment faire. Bien sûr, le moral du groupe suivit la courbe descendante de la température de l'eau. Par contre, à fort McMurray, les habitants étaient si contents d'obtenir l'aide du programme Katimavik (mot inuktitut signifiant "lieu de rencontre") pour aménager un parc que sept personnes se sont présentées l'une après l'autre pour enseigner au groupe leur méthode personnelle de travail...

Tandis que les jeunes de Katimavik s'attelaient à de nouvelles habitudes de travail, ils essayaient également de se faire à de nouveaux modes de vie. Presque tous venaient de foyers où ils n'avaient jamais travaillé. Ils devaient maintenant cuisiner, faire le ménage, le lavage et le marché et établir leur budget. En outre, au cours du premier mois, ils devaient rendre leur nouveau foyer habitable.

A Prescott (Ontario), ils ont rénové trois maisons abandonnées grâce à des panneaux de bois, de plastique et de finition et à la toiture qu'ils ont récupérés d'une quatrième maison abandonnée. A fort McMurray, ils ont remis en état le motel *Heartbreak* (motel des coeurs brisés). A Clare, en Nouvelle-Écosse, ils ont construit tout leur mobilier. A différents endroits, ils ont retapé une ancienne gare du CN, une maison d'hermite, un dortoir de gardes forestiers, des chalets dans les parcs et les vestiaires d'une équipe de hockey.

A Terre-Neuve, dix volontaires se sont installés dans une grande maison sur une colline, tandis qu'un autre groupe de dix personnes a dû se loger tant bien que mal dans un petit sous-sol sans fenêtre. Ailleurs, certains ont trouvé gîte chez des trappeurs, d'autres chez des fermiers. Un nombre d'entre eux ont vécu sous la

tente. A 100 Mile House un groupe de jeunes vivaient dans une cabane de bois où, la nuit, la température baissait à -10°C malgré le poêle à bois et où ils devaient faire un trou dans la glace du lac pour trouver de l'eau.

Apprendre à s'adapter, à s'entraider

Ils ont dû s'adapter, partager, collaborer et communiquer, et ce, avec des jeunes provenant de toutes les régions du Canada, de régions agricoles et de grandes villes, qu'ils soient ouvriers ou universitaires, de familles unilingues anglaises ou françaises. Ils ont appris à supporter leurs frustrations, à exprimer leurs sentiments, à résoudre leurs conflits et à respecter les règles de Katimavik interdisant les drogues, l'auto-stop et le concubinage. En outre, comme il n'y avait qu'une camionnette par groupe, beaucoup ont appris à se servir de leurs jambes.

Confrontés au dur labeur et aux restrictions, certains ont abandonné le programme. Au cours des premiers mois, trois ou quatre groupes ont perdu jusqu'à la moitié de leurs membres et seules les pressions exercées par les autres membres du groupe ont empêché d'autres abandons. Cependant, la majorité des jeunes ont enduré leurs courbatures et ont appris progressivement à se servir d'un marteau, d'un ciseau, d'une clé à écrous, d'une hache et d'une scie mécanique.

Dans le Sud du Québec, ils ont aménagé un ravin pour en faire une attraction touristique. Ils ont préparé la terre à recevoir 10 000 arbres dans les provinces des Prairies. Ils ont travaillé pendant de longues journées à Wasaga Beach pour démolir des barrages de castors qui causaient l'inondation des sous-sols (et les castors ont travaillé pendant de longues nuits pour refaire leurs barrages!)

Ils ont nettoyé des plages, des forêts et des rives de rivières pour les transformer en parcs; ils ont construit des abris, des tables de pique-nique et des garde-fous. Ils ont compté des canards et recueilli des semences, ils ont ouvert des sentiers pour le ski de fond et la promenade. Le travail était souvent très difficile à supporter, mais lorsque les autorités du parc de Flin-Flon ont pris le temps d'expliquer aux jeunes comment un sentier tortueux protégeait mieux l'habitat naturel des oies, ils se sont d'autant plus intéressés au projet et ils s'y sont donnés de tout coeur...

Avant tout, les jeunes ont dû faire leurs preuves en exécutant des travaux

demandant beaucoup d'efforts physiques, et certains, qui s'en plaignaient au début, se vantent maintenant de leurs réalisations: aide à la construction de quatre logements pour personnes âgées à Saint-Jean, transformation d'un manoir en musée à Coaticook (Québec), reconstitution de lieux historiques à Atlin, Whitehorse et Dawson, travaux de réfection d'église, de centres pour handicapés, de colonies de vacances pour garçons et d'orphelinats, travaux de débroussaillage, d'abattage d'arbres et transport des troncs d'arbres pour l'aménagement d'un parc. "Certes, nous constituons une main-d'oeuvre bon marché, disent-ils, mais nous accomplissons quelque chose qui en vaut la peine."

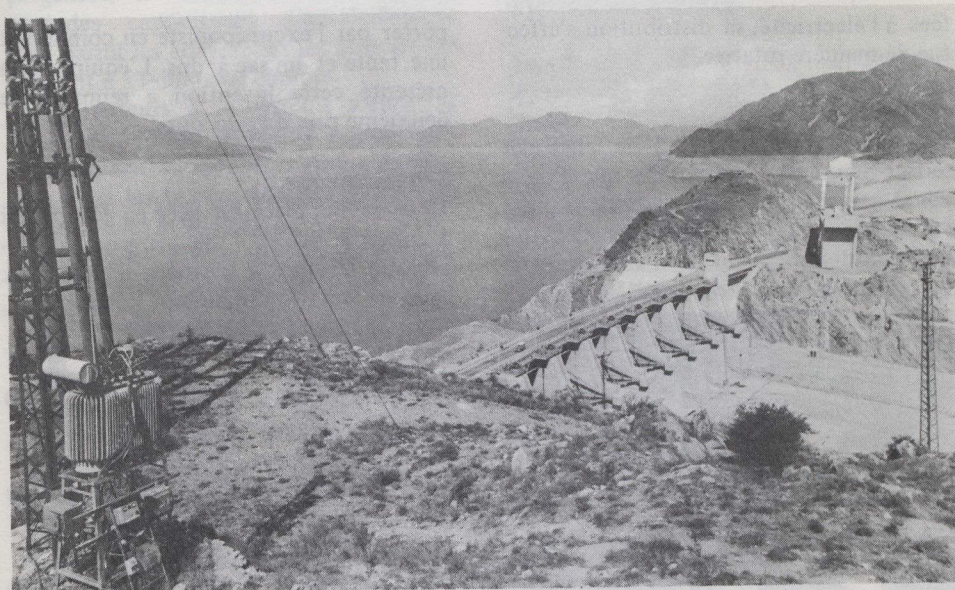
La diversité des réalisations à leur actif est remarquable. Ils ont effectué une étude complète de la faune et de la flore d'hiver pour l'organisme responsable de la conservation de North Bay-Matawa. A cette fin, ils ont établi un tableau des maladies s'attaquant aux arbres, énuméré les modes de croissance, inventorié les animaux et les oiseaux, sans oublier le dénombrement des hiboux effectué au cours de la nuit. L'Institute of Man and Resources de l'Île-du-Prince-Édouard a également fait appel à leurs services pour la restauration d'un ancien moulin à eau qui permettra d'alimenter en électricité une petite localité, et de doter les fermiers de la région d'une meunerie. Au nord du pays où la décharge des ordures ménagères constitue un problème croissant, ils font la recherche de lieux éventuels pour les dépotoirs. A Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest), ils aident M. Bill Carpenter à croiser des chiens Husky; on nourrit, pèse et vaccine les chiens et l'on établit leur pedigree dans le cadre d'un programme de préservation des chiens esquimaux...

Quelques résultats concrets

Environ la moitié des volontaires peuvent maintenant converser dans la langue seconde. Les jeunes qui ne pouvaient apprendre le français à l'école se sont fait des amis Canadiens français et ont plus appris en trois mois qu'en trois années de cours secondaire. Lors d'une réunion tenue à Wasaga Beach, des francophones avaient de la difficulté à s'exprimer en anglais. Les anglophones qui avaient alors passé trois mois à Coaticook (Québec), leur ont crié: "Parlez en français, on comprendra mieux"! Après trois mois, la

(suite à la page 8)

Pakistan — Expansion énergétique et ligne de crédit



Le réservoir avec la partie est du barrage de Tarbela.

Le Canada mettra à la disposition du Pakistan jusqu'à \$80 millions tirés des fonds de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), pour aider ce pays à augmenter le volume de sa production en énergie hydro-électrique et pour l'ouverture d'une ligne de crédit qui lui permettra d'acheter des biens de fabrication canadienne. C'est ce qu'a annoncé dernièrement le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Don Jamieson.

Le plus considérable des trois prêts au développement, dont l'entente a été signée à Islamabad, consiste en l'apport de \$40 millions pour l'achat de quatre génératrices d'origine canadienne d'une capacité de 175 mégawatts, qui seront utilisées au barrage de Tarbela, sur le fleuve Indus. Ce barrage en terre et enrochements, le plus grand du monde de ce genre, est une entreprise d'un milliard de dollars coordonnée par la Banque mondiale et financée par plusieurs pays donateurs. Le barrage doit servir à irriguer environ 400 000 ha de nouvelles terres agricoles, tout en fournissant 2 100 MW d'électricité, soit environ la moitié des besoins énergétiques du Pakistan, d'ici à 1985.

Le Canada a déjà consenti \$43 millions au Fonds de développement de Tarbela.

Par un second prêt, pouvant aller jusqu'à \$10 millions, le Canada contribuera à un fonds international destiné à acquitter le coût des réparations imprévues et des modifications d'ordre opérationnel apportées au barrage. Ce prêt, qui

ne sera pas lié, aidera en outre à assumer les dépenses locales au Pakistan.

La troisième entente, qui porte sur une ligne de crédit au développement de \$30 millions, permettra au Pakistan d'acheter au Canada de l'équipement, des pièces de rechange et des services pour une valeur de \$10 millions au cours de chacune des trois prochaines années (1978-1979 à 1980-1981). Cette ligne de crédit, qui sera utilisée pour des biens approuvés en fonction de leur mérite sur le plan du développement, servira à raffermir différents secteurs prioritaires du Pakistan, comme l'industrie, les transports et l'énergie, tout en aidant ce pays à surmonter ses difficultés au niveau de la balance des paiements.

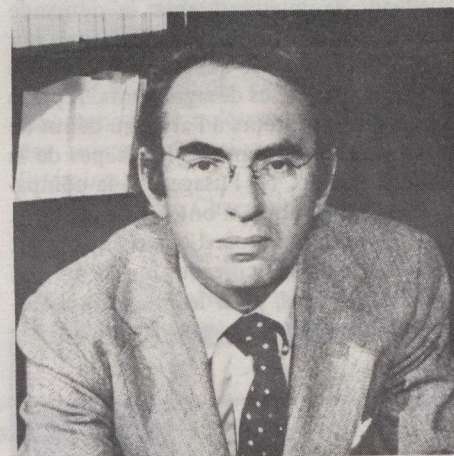
Les trois ententes sont assorties des mêmes modalités que la plupart des prêts au développement de l'ACDI: aucun intérêt, échéance de 50 ans et différé d'amortissement de dix ans.

La délégation du Canada, à la septième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer qui se tient à Genève (28 mars-19 mai), est dirigée par M. Don Jamieson, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, assisté de M. Ronald Basford, ministre de la Justice et procureur général du Canada, et de M. Roméo Leblanc, ministre des Pêches et de l'Environnement. M. J. Alan Beesley, haut-commissaire du Canada en Australie, est le chef adjoint de la délégation.

Nomination de Canadiens à la Cour permanente d'arbitrage

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Don Jamieson, a annoncé, le 17 avril, la nomination des nouveaux membres canadiens de la Cour permanente d'arbitrage (établie par la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux de 1899). Il s'agit de M. le juge Jean Beetz, de la Cour suprême du Canada; de M. Charles B. Bourne, professeur à la faculté de droit de l'Université de la Colombie-Britannique, à Vancouver; de M. Allan E. Gotlieb, sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures; et de M. Douglas C. Hunt, c.r. Halley, Hickman, Hunt and Adams de St-Jean (Terre-Neuve).

Les membres de la Cour permanente d'arbitrage sont nommés pour un mandat de six ans et ne touchent pas d'honoraires. Ils représentent la magistrature, la communauté universitaire, la Fonction publique et les avocats en exercice.



M. Allan E. Gotlieb sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Outre les fonctions d'arbitre qu'ils seront peut-être appelés à remplir, les membres canadiens forment aussi le Groupe national canadien pour la Cour internationale de justice, auquel il incombe de présenter des candidats au Secrétaire général des Nations Unies en vue de l'élection de juges à la Cour. Sont élus les candidats ayant obtenu la majorité absolue aussi bien à l'Assemblée générale qu'au Conseil de sécurité. Les prochaines élections auront lieu l'automne prochain, lors de la 33e session de l'Assemblée générale des Nations Unies. La Cour internationale de justice compte quinze membres dont le mandat est de neuf ans.

Originalité et utilité ont caractérisé les "projets d'ingénieur" de jeunes étudiants

Les Québécois ont subi, ces dernières années, quelques pannes d'électricité causées par des bris de lignes à haute tension. A la suite de ces pannes, il a fallu plusieurs heures pour rétablir le courant, région par région afin de minimiser l'effet de la pointe de puissance qui accompagne ce phénomène.

Pour faire face à ce problème, un groupe d'étudiants de première année de la faculté des sciences appliquées ont mis au point le *graduelec*: circuit électronique que l'on installe sur le tableau de contrôle des maisons. Cette invention utile a valu à ceux qui l'ont conçue et mise au point, le premier prix lors de la finale du concours des "projets d'ingénieur" organisé récemment à l'Université de Sherbrooke (Québec). Vingt projets ont été présentés au concours par 130 étudiants de l'Université.

Le *graduelec* qui se déclenche en cas de panne, rétablit progressivement le courant lors de la reprise. "Il permet, explique-t-on, de mieux rétablir la demande dans le temps et d'une manière égale sur tout le territoire, ce qui diminue le temps de la coupure et ses désagréments. Il place tous les interrupteurs à l'arrêt au début de la panne et dirige ensuite les étapes de la ré-alimentation. Ni l'utilisateur, ni la compagnie de distribution n'ont à s'en occuper. Tout est automatique. Le courant revient dans la maison suivant un ordre de priorité. De plus, pour les maisons chauffées à l'électricité, sa distribution s'effectue de manière rotative."

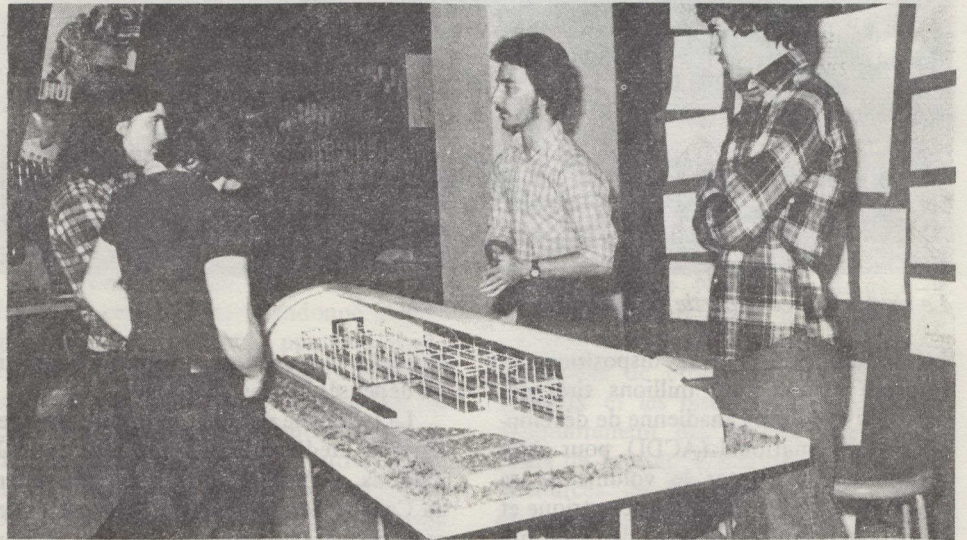
Par ailleurs, les amateurs de plein air seront heureux d'apprendre que l'on a pensé à agrémenter leurs excursions grâce au "havre-tente" (de *havresac* et *tente*) qui a le double avantage d'augmenter le volume utile et de diminuer le poids à

Le havre-tente

porter par l'excursionniste en combinant une tente et un sac à dos. L'équipe qui a présenté cette invention a remporté le deuxième prix du concours.

Serre à légumes

La troisième place est allée au groupe qui a conçu le projet d'une serre qui fournirait des légumes à longueur d'année aux quelque 750 Inuit habitant Povungnituk,



Le projet de serre "fermée" qui correspond au modèle réduit tronqué de la Norserree 921 visait à améliorer l'alimentation des habitants d'un village du Grand Nord québécois, en leur permettant de cultiver des légumes.



En cas de panne d'électricité, le *graduelec* peut rétablir le courant graduellement. Tous les circuits sont remis en marche, sauf ceux du chauffage et du chauffe-eau. Le chauffage revient ensuite par étapes, et enfin, le chauffe-eau d'un coup.

Photos: Jacques Beauchesne, audiovisuel



Le "distribûche" consiste en deux roues parallèles sur lesquelles sont disposés huit demi-cylindres. Quand le combustible manque, un mécanisme raccordant la grille du foyer aux roues amorce une rotation et un demi-cylindre laisse tomber une bûche sur une rampe qui la mène sur la grille.

La chronique des arts

à environ 2 250 km de Montréal. Le pergélisol, le froid, les vents et les périodes capricieuses d'ensoleillement sont parmi les contraintes les plus sérieuses dont il a fallu tenir compte.

Les auteurs d'un système sécuritaire d'ancrage de buts ont mérité le quatrième prix. Il s'agit de réduire le risque de blessure chez les hockeyeurs qui entrent en collision avec la rondelle.

Enfin, les inventeurs d'un "distributeur de bûches pour foyer" — le "distribûche" — se sont classés au cinquième rang.

Les étudiants ont été encadrés dans la réalisation de leurs travaux par quatre professeurs: MM. Lucien Boudreau, génie mécanique, Michel Campagna, génie électrique, Peter Jones, génie chimique et Subba Narasiah, génie civil. Ils ont également bénéficié du concours des techniciens du service de mécanique spécialisée de la faculté, sous la responsabilité de M. Martin Routhier.

Les "projets d'ingénieur" constituent un cours pratique stimulant et très formateur pour les ingénieurs en herbe. "Nos étudiants aiment bien ce cours, souligne le professeur Peter Jones, parce qu'il leur donne la chance d'élaborer et de mener à bien un projet en entier, du début à la fin."

Ce cours, ajoute M. P. Jones, permet également aux étudiants de travailler en équipe pendant tout un trimestre, à satisfaire un besoin précis, puis à exprimer les résultats obtenus dans un rapport écrit et au cours d'une présentation orale, comme ils devront pouvoir le faire plus tard quand ils seront ingénieurs.

Le premier prix de \$150 a été offert par la "Dominion Textile" et le deuxième de \$100 par l'Alcan, alors que les trois autres de \$50 chacun ont été payés par le Bureau de la recherche et des bourses de l'Université.

Le Canada a créé une antenne commerciale à Lyon (France). Cette initiative s'explique par l'importance des échanges économiques entre le Canada et la région Rhône-Alpes, troisième partenaire du Canada en France avec un total d'échanges atteignant plus d'un demi-milliard de francs en 1976. Le bureau sera composé au départ d'un représentant du ministère de l'Industrie et du Commerce, M. Robert Brault, et d'un membre de la section commerciale de l'ambassade de Paris, Mlle Chantal Ballas.

Le premier ambassadeur canadien en Afrique francophone, membre de l'Ordre du Canada

Le 19 avril a eu lieu, à la résidence du gouverneur général, M. Jules Léger, la remise des décorations de l'Ordre du Canada.

Parmi les 53 Canadiens décorés se trouvait un ancien fonctionnaire du ministère des Affaires extérieures qui fut le premier ambassadeur canadien dans les pays francophones d'Afrique; il s'agit de M. Fulgence Charpentier.

Après avoir été successivement journaliste parlementaire, chef des journaux français (Ordres du jour) à la Chambre des communes, directeur de la censure, en temps de guerre, M. Charpentier est appelé aux Affaires extérieures en 1947 et nommé attaché de l'information et des relations culturelles à Paris, avec le titre de premier secrétaire.

En 1953, il est nommé chargé d'affaires à Montevideo (Uruguay), en 1956, à Rio de Janeiro (Brésil), puis, en 1957, à Port-au-Prince (Haïti). En 1960, il devient directeur de la division des passeports au Ministère.

C'est en 1962 qu'il est nommé ambassadeur du Canada dans les pays francophones d'Afrique: Cameroun, Gabon, République centrafricaine, Tchad et Congo-Brazzaville (devenu depuis la République populaire du Congo).

De 1965 à 1968, il fut attaché spécial auprès du Commissaire général de l'Expo-



sition universelle de Montréal, M. Pierre Dupuy.

Notons que M. Charpentier a participé à de nombreuses conférences des Nations Unies et de l'UNESCO, que ce soit à titre d'attaché ou de conseiller de la délégation canadienne.

Membre, et souvent président, d'organisations telles que l'Association internationale de la solidarité francophone ou l'Association locale des Nations Unies, M. Charpentier a collaboré au cours de sa carrière à plusieurs revues et journaux, tant canadiens qu'étrangers, écrivant sur des sujets économiques, historiques ou littéraires.

M. Fulgence Charpentier participe toujours activement à la vie journalistique d'Ottawa; il est en particulier éditorialiste, pour les affaires internationales, au quotidien *Le Droit*.

Accord intérimaire canado-américain sur la pêche

Le gouvernement du Canada et celui des États-Unis ont conclu un échange de Notes à Washington, le 11 avril, constituant un accord intérimaire régissant les activités de pêche réciproque: l'Accord entrera en vigueur lorsque le Congrès des États-Unis aura adopté les mesures législatives nécessaires. Cet accord traite de la continuation de ces activités réciproques et de l'établissement de nouveaux mécanismes de consultation bilatérale et de règlement des différends afin d'assurer le maintien des pratiques de pêche en usage. Le nouvel accord restera en vigueur tout au cours de 1978, à moins qu'il ne soit remplacé par un traité global sur les frontières maritimes et les ressources connexes ou abrogé par l'un ou l'autre gouvernement sur préavis.

Les principaux changements que présente cet accord par rapport à celui de 1977 sont:

— la nouvelle entente peut être abrogée par l'un ou l'autre gouvernement sur préavis de 45 jours;

— les comités consultatifs bilatéraux seront établis pour les côtes de l'Atlantique et du Pacifique et les différends qui ne seront pas réglés au sein de ces comités seront soumis aux négociateurs spéciaux sur les frontières maritimes afin d'être résolus;

— les navires canadiens de pêche à la traîne du saumon auront le droit de poursuivre leurs activités vers le sud, au large de la côte de l'État de Washington entre 4,8 km et 19,2 km.

Hommage à Bethune

Un buste de bronze du chirurgien canadien Norman Bethune, offert par le gouvernement canadien à la Chine, a été installé dans le musée Bethune qui se trouve près du cimetière des Martyrs de la Révolution de Chi Chia Chuang, capitale du Hopei. Norman Bethune a été enterré dans ce cimetière.

C'est aussi dans cette ville de Chi Chia Chuang que se trouve l'Hôpital international de la paix Norman Bethune, fondé par le célèbre chirurgien canadien.

Le buste avait été remis par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Don Jamieson, au président Hua Kuo-feng lors de son séjour en Chine en janvier dernier.

Environ 500 personnes ont assisté à la cérémonie présidée par le vice-président du Comité révolutionnaire provincial, Chang Cheng-hsien, qui a rappelé que le Dr Bethune avait sacrifié sa vie à la cause du progrès de la Chine.

Politique d'emploi des handicapés

Le président du Conseil du Trésor, M. Robert Andras, a annoncé le 21 mars l'intention du gouvernement d'accroître les possibilités d'emploi des handicapés dans la Fonction publique fédérale.

M. Andras a déposé à la Chambre des communes, un rapport intitulé *Emploi des handicapés physiques et mentaux dans la Fonction publique fédérale*, rapport qu'il avait commandé en tant que ministre de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration.

Il s'agit du résultat d'une étude de deux ans effectuée conjointement par le ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration et la Commission de la Fonction publique, de concert avec plusieurs autres ministères. L'étude comprenait, entre autres, des projets-pilotes menés dans quatre villes, dans le but de favoriser l'emploi des handicapés dans la Fonction publique.

M. Andras a souligné que le rapport donne une vue d'ensemble des obstacles qui peuvent empêcher les handicapés de jouir de chances égales d'emploi et d'avancement au sein de la population active. Par exemple: des pratiques discriminatoires en matière de personnel, une architecture mal adaptée, l'attitude du public et un manque de services de

soutien complémentaires.

M. Andras a énoncé la position du gouvernement sur l'emploi des handicapés, élaborée par le Conseil du Trésor et la Commission de la Fonction publique.

"En ce qui concerne les handicapés physiques, la politique du gouvernement est d'encourager vivement ces personnes et de leur assurer l'égalité d'accès à l'emploi et la possibilité d'avancement dans la Fonction publique fédérale, sans égard à la nature de leur handicap, dans des postes pour lesquels on les considère compétentes.

"En ce qui concerne les handicapés mentaux, la politique de l'Administration fédérale consiste à promouvoir activement, au sein de la Fonction publique fédérale, l'emploi accru de ces personnes dans des postes pour lesquels on les considère compétentes".

M. Andras a déclaré qu'une large campagne d'information serait lancée au sein de la Fonction publique fédérale en vue de faire disparaître les mythes et les malentendus qui existent quant aux aptitudes des handicapés.

Voici certains des faits saillants du plan gouvernemental:

- les ministères doivent examiner et éliminer toute politique ou usage pouvant nuire aux handicapés dans la conception des emplois, la sélection, la formation, l'avancement des employés et la fourniture d'installations ou de matériel de bureau;
- la Commission de la Fonction publique a commencé à étudier ses politiques de dotation afin de s'assurer que les handicapés ne sont pas éliminés par des procédures de recrutement et de sélection qui ont été conçues pour des personnes sans handicap;
- on examine actuellement la politique du gouvernement sur les contrats régissant l'emploi d'ateliers protégés.
- les ministères doivent élaborer des plans d'action afin de faciliter l'embauche des handicapés et ils feront régulièrement rapport sur leur progrès en ce sens;
- un groupe consultatif, composé de représentants de divers organismes et associations préoccupés par les besoins des handicapés, sera chargé de conseiller les ministères sur leurs plans d'action;
- le ministère des Travaux publics coordonnera les études sur la manière de transformer, d'ici 1983, tous les édifices du gouvernement de façon à les adapter aux employés handicapés et les rendre

accessibles aux handicapés en général.

M. Andras a souligné l'absence de données statistiques sûres relatives au nombre d'handicapés au Canada et à leur participation au sein de la population active. Mais, même s'il a de bonnes raisons de croire que la Fonction publique emploie tout autant d'handicapés que les autres employeurs du Canada, M. Andras déclare: "La réalisation de cette parité n'est pas encore, à mon avis, suffisante, car j'estime que nous devons assumer un rôle de direction dans ce secteur et, ainsi, montrer l'exemple aux autres employeurs."

Semoir adapté au semis hâtif de printemps

Le prototype d'un semoir adapté aux conditions de l'Est du Canada a été conçu au Collège technique de la Nouvelle-Écosse, grâce à un contrat passé avec Agriculture Canada dans le cadre du Programme national de développement, de recherche et d'évaluation en mécanisation agricole. Ce véhicule à trois roues peut se déplacer sur des sols boueux pratiquement à l'état liquide et y semer des céréales au tout début du printemps.

M. Colin McLeod, ingénieur agricole à la Station de recherche de Fredericton (Nouveau-Brunswick), déclare que le semis des céréales au printemps pose un problème aux agriculteurs des Maritimes. En effet, à cause du temps pluvieux, ils doivent parfois attendre plusieurs semaines avant que le sol soit suffisamment sec pour supporter un tracteur et un semoir.

Les essais effectués avec le véhicule sur les champs détrempés ont été concluants: il ne s'embourbait pas, même dans les endroits où il restait encore de la neige.

La machine est pourvue de larges roues métalliques, munies de crampons d'acier assurant la traction, l'enfouissement des semences, aussi bien que la flottabilité.

"Le principe est bon affirme M. McLeod, mais il reste un problème à résoudre, celui de la distribution de la semence. Le véhicule est muni d'un disperseur rotatif, mais nous avons eu du mal à obtenir un bon enfouissement.

"Nous pensons que cela pourrait poser des problèmes de croissance si le temps devenait très sec plus tard dans la saison."

Le Collège technique de la Nouvelle-Écosse poursuit les essais en vue d'améliorer la dispersion de la semence et la profondeur du semis.

La chronique des arts

La musique universelle qu'offre Dominique Tremblay

Au Québec... les musiciens connaissent, la plupart du temps, des affiliations avec d'autres domaines artistiques.... Lorsque l'on parle avec Dominique Tremblay, on se rend vite compte que sa vie gravite le plus souvent autour du milieu des artisans et, particulièrement les artisans de Val-David. Peut-être parce que Dominique Tremblay a décidé de s'installer à Val-David, mais surtout, parce que leur travail s'apparente beaucoup à celui entrepris depuis de nombreuses années par Dominique Tremblay: l'artisanat, comme la musique traditionnelle, ce sont, par des moyens différents, une façon de retrouver les racines du passé dans le présent, avec tout ce que nous sommes aujourd'hui.

...De formation classique, Dominique Tremblay a d'abord étudié le violon au Conservatoire de Québec: ces études en ont fait avant tout un musicien classique chérissant Bach, Mozart, Vivaldi. Mais la rigidité d'un certain neuf à cinq musical, la répétition d'un même répertoire, lui ont donné envie de tout laisser tomber...

Il avait 26 ans, à l'époque. Et, en 1968, la folie passait surtout par une petite boîte *overground* qui s'appelait *La Casanou*. C'est là qu'il commença à travailler avec Philippe Gagnon. *La Casanou* c'était, pour Dominique Tremblay, faire le choix de vivre sa musique, de la vivre dans la vraie vie, c'est-à-dire en dehors des lois établies.

De là est né un premier disque *Ca roule* de Philippe Gagnon et Dominique Tremblay...

Plus tard, la rencontre de cinq musiciens venus de Vancouver a marqué une nouvelle étape dans la vie et la carrière de Dominique Tremblay. D'abord, un disque sorti au Tamanoir, *Dominique Tremblay live*. Un disque où on le retrouve avec ses nouveaux musiciens: un Indonésien, un Ontarien, un Noir de la Nouvelle-Écosse, un Américain et un Juif d'origine russe. Des instruments inusités en musique traditionnelle: saxophone soprano, flûte, trombone, bongos, conga, basse, batterie et guitares. Une fois de plus Dominique Tremblay donne la preuve que la musique est un langage universel. Ses cinq musiciens ne comprenaient pas le français, mais en visualisaient tout le sens.

La musique de Dominique Tremblay est québécoise: grâce à l'apport de ces musiciens étrangers, elle s'ouvre sur le



Dominique Tremblay

John Macdonald

monde, parce que pour lui la musique est le battement du cœur d'un peuple, mais aussi du monde entier; c'est ce qu'il tente de prouver depuis le début de sa carrière et son tout dernier disque en est sûrement la réalisation la plus concrète.

Langage universel d'abord, la musique, quand elle est traditionnelle, doit aussi plonger ses racines dans le présent. Res-

pecter la tradition, il va sans dire, mais la faire vivre pleinement dans le bruit de nos villes et dans la musique de nos têtes. Celle qu'on entend aujourd'hui. Une tradition engagée dans notre réalité, dans notre génération. Sur ce dernier disque, il ne faut donc pas s'étonner de retrouver "Le Canadien errant" dans un "gros party" (une soirée) à la Nouvelle-Orléans, de voir Vivaldi se mettre au *reel*, pas plus que de voir le tango s'empourprer dans une danse québécoise. La musique québécoise vient de décider, avec Dominique Tremblay, de faire le tour de la terre et de parler tous les langages.

Il n'est donc pas étonnant que Dominique Tremblay ait associé son nom à celui des Grands Ballets canadiens. Le ballet, en soi, n'est-il pas, au même titre que la musique, un langage universel? La musique traditionnelle n'est-elle pas d'abord et avant tout une invitation à la danse? Et le ballet n'est-il pas une autre forme traditionnelle à faire revivre? Le spectacle présenté à la Place des Arts, l'automne dernier, en faisait pour le moins la preuve. Ballet tiré du roman *La Scouine* d'Albert Laberge, sur une musique de Dominique Tremblay, on y retrouve toute l'atmosphère d'un époque, au Québec, tant par la musique, les costumes que par le thème exposé. (Voir *Hebdo Canada* vol. 5 n. 50.) La Scène musicale, janvier-février 1978.



Lithographie de l'artiste montréalaise, Francine Beauvais, sur la thématique du "Vol, mouvement, temps". Lithographie couleur 1977, Le Temps n. 4.

Formation des... (suite de la page 2)

majorité des francophones ont acquis de bonnes connaissances de la langue anglaise.

Ceux qui ont participé au programme parce qu'ils n'avaient rien d'autre en vue savent maintenant ce qu'ils veulent faire de leur vie. Deux volontaires de Terre-Neuve désirent se lancer dans le domaine de la gestion de la faune et de la flore. Un autre compte travailler à bord d'un bateau de pêche de la Nouvelle-Écosse. Un groupe de l'île de Vancouver mettra ses ressources en commun afin d'acheter une ferme. Certains coordonnateurs ont même offert des postes aux membres de leur équipe. Un jeune homme qui possédait un diplôme en foresterie et qui n'avait pu se trouver de travail en raison de son manque d'expérience est actuellement en formation en cours d'emploi...

Sentiment patriotique raffermi

Mais, pour la majorité, les avantages de ce programme sont intangibles. En effet, il raffermi leur sentiment d'appartenance au Canada et leur permet de se familiariser avec le mode de vie des gens qui l'habitent, soit les francophones, les anglophones, les Indiens, les mineurs, les agriculteurs, les habitants du Nord et ceux de Terre-Neuve. Avec l'argent que les volontaires économisent sur leur indemnité de repas de trois dollars par jour, ils effectuent parfois des voyages dans la région et logent dans les familles de leurs camarades. Ils visitent également d'autres équipes qui ont entrepris des projets différents afin de voir comment elles s'en tirent. Ils se font de véritables amis d'un océan à l'autre, ce qui leur permet d'apprécier ce qu'est un vrai pays uni...

La première année du programme se terminera en septembre prochain et le Conseil du Trésor fera une évaluation. Il y

Hebdo Canada est publié par la Direction des services de l'information, ministère des Affaires extérieures, Ottawa K1A 0G2.

Il est permis de reproduire les articles de cette publication, de préférence en indiquant la source. La provenance des photos, si elle n'est pas précisée, vous sera communiquée en vous adressant au rédacteur en chef.

This publication is also available in English under the title Canada Weekly.

Algunos números de esta publicación aparecen también en español bajo el título Noticiario de Canadá.

Ähnliche Ausgaben dieses Informationsblatts erscheinen auch in deutscher Sprache unter dem Titel Profil Kanada.

a beaucoup d'améliorations à apporter et nous le savions. Mettre un tel programme sur pied est en soi tout un exploit. Au cours de la deuxième année, les lacunes auront été recensées et nous simplifierons les normes relatives à la sélection et à la formation de façon à ce que les mêmes crédits nous permettent d'accepter 200 participants de plus.

Au cours de la première année, Katimavik comprenait une option militaire; 68 jeunes personnes y sont actuellement en formation. Il s'agit d'un programme d'une durée de neuf mois comprenant une période de formation élémentaire, une formation dans un métier et une formation pratique dans un métier au sein d'une unité de la force régulière. J'ai discuté avec plusieurs volontaires selon lesquels la formation individuelle dans un métier leur faisait perdre leur identité en tant que membre de Katimavik, même s'ils étaient fiers de suivre cette formation élémentaire. Pour chacun d'entre eux, elle constitue une expérience sans prix, expérience que chaque participant de Katimavik devrait faire.

Par conséquent, au cours de la deuxième année, nous limiterons l'option militaire à une période de trois mois, de façon à élargir le champ d'expérience communautaire des volontaires, qui comprendra alors des domaines militaires comme le maniement des armes, la survie en forêt, la détermination de la gravité des blessures, la lutte contre l'incendie, la lecture de cartes, la prestation de premiers soins et l'acquisition de l'esprit de commandement dans un milieu où l'intéressé est soumis à une certaine discipline.

Katimavik reste un projet pilote, mais les communautés qui y ont participé seront d'avis que les résultats ont prouvé que le concept de base était valable. En effet, les jeunes ont besoin de relever des défis, non d'être couvés; ils préfèrent se battre plutôt que de se vautrer dans la facilité; ils ne prennent rien pour acquis et travaillent pour atteindre leurs objectifs; ils préfèrent se lancer à fond de train plutôt que de rester en marge; ils acceptent les tâches ardues comme une façon de s'auto-évaluer, d'analyser leur vie et leurs relations avec les autres, d'aider à bâtir un monde meilleur et de se tailler une place dans la société.

Le programme Katimavik m'a convaincu que notre jeunesse était normale et que nous n'avions rien à nous reprocher en tant que parents. Par contre, en tant que génération et société, nous n'avons

pas été à la hauteur de la situation. Nous n'avons pu donner à nos jeunes un travail constructif; ils se sont donc adaptés. Ils...se sont donné une philosophie de la vie selon laquelle le travail est une corvée. Nous ne leur avons pas donné des buts sociaux à atteindre afin de cultiver leur idéalisme. Ils se sont donc réfugiés dans l'évasion et la rébellion. Nous n'avons pas su redéfinir nos valeurs ni modifier notre vie. Nous n'avons pas donné à la jeunesse une valeur sur laquelle s'appuyer.

La jeunesse, prête à relever les défis

Le défi qu'il nous reste à surmonter est celui de lancer des défis à la jeunesse d'aujourd'hui, et c'est ce que nous avons voulu faire avec le programme Katimavik. La majorité de nos erreurs résultent du fait que nous n'avons pas été exigeants envers ces jeunes. Quarante-vingt-dix pour cent d'entre eux persévèrent et il y a de fortes possibilités que le programme constitue l'un des facteurs importants de progrès sur le plan national. Notre société n'a aucun espoir et aucun avenir sans l'esprit, les valeurs, les engagements et l'énergie de la jeunesse. Ce sont les jeunes qui feront de notre pays une nation où il fait bon vivre, et qui seront jugés non pas en fonction de ce qu'ils contestent mais plutôt de ce qu'ils préconisent.

Ainsi, je suis convaincu que, de toutes les initiatives auxquelles j'ai participé, le programme Katimavik est le plus important et le plus enrichissant. Pour citer Franklin Roosevelt: "On ne peut préparer l'avenir en fonction de nos jeunes, mais bien nos jeunes en fonction de l'avenir".

Nouvelles brèves

Le ministre de l'Agriculture et celui de l'Industrie et du commerce ont annoncé récemment que le gouvernement mettait en place un mécanisme permanent de régularisation des importations de boeuf et de veau. Les contingents seront imposés en vertu de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation de boeuf et de veau, et ils seront établis en fonction du niveau moyen des importations de boeuf et de veau entre 1971 et 1975, ajusté pour tenir compte des variations de la consommation intérieure de boeuf depuis cette période de référence.

Le solliciteur général du Canada a annoncé à la fin du mois de février que le gouvernement construirait un pénitencier à sécurité moyenne à London (Ontario).